

<https://www.snetap-fsu.fr/Pour-les-libertes-syndicales-et-l-interet-general.html>



Pour les libertés syndicales et l'intérêt général

- Les Dossiers - Vie fédérale -

Date de mise en ligne : jeudi 8 avril 2021

Copyright © SNETAP-FSU - Tous droits réservés



Nos organisations représentatives de la Fonction publique apportent tout leur soutien aux responsables [CGT](#) de la Marne qui font l'objet d'une plainte pour diffamation publique déposée par la responsable de l'Unité départementale de la DIRECCTE de la Marne pour leur action dans la campagne de soutien à Anthony Smith, inspecteur du travail.

Cette nouvelle affaire intervient au moment où le tribunal administratif de Strasbourg vient de contraindre, en référé, la DIRECCTE de la Marne de conduire une enquête, suite à de nombreux signalements, sur les conditions de travail et les risques psychosociaux auxquels sont soumis les agent-es au sein de cette unité.

Pour rappel, Anthony Smith, inspecteur du travail et militant CGT avait été suspendu il y a bientôt un an le 15 avril 2020 puis sanctionné, pour avoir demandé des mesures de protection, notamment des masques FFP2 pour des aides à domicile, travailleuses précarisées et dont l'utilité sociale est fondamentale.

Grâce à une forte mobilisation dans les services de l'inspection, interprofessionnelle dans la Marne et partout en France, soutenue très largement par de nombreuses organisations, personnalités, salarié-es et citoyen-nes, nous avons obtenu une première victoire.

Ce combat d'intérêt général s'inscrit dans un contexte de crise sanitaire, où les entraves à l'indépendance de l'inspection du travail se multiplient et où la répression contre les militant-es syndicaux s'intensifie. Une fois de plus, les libertés syndicales sont attaquées.

Nous affirmons notre totale solidarité avec nos camarades mis en cause et l'union départementale CGT de la Marne.

Un rassemblement est organisé le 14 avril prochain à 13h30 devant le tribunal de Châlons-en-Champagne pour soutenir les militant-es qui se rendront chez le juge.

Nos organisations sont mobilisées sur tous les fronts pour des services publics au service de l'intérêt général avec des agent-es reconnu-es à leur valeur et dotés de moyens pour exercer leurs missions !

Paris, le vendredi 9 avril 2021